

Dans l'intervalle, la situation devenait également intenable dans les principaux pays débiteurs d'Amérique latine. Des émeutes contre les mesures prises dans le cadre d'un programme d'austérité du FMI ont fait des centaines de victimes au Venezuela, au début de 1989. L'ajustement résultant de la dette sapait grandement la légitimité politique des gouvernements et réduisait les possibilités de changement social démocratique et pacifique, *sans* réellement résoudre la crise économique. Les résultats en valaient-ils la peine? La dette continuait de grossir et allait devenir un risque pour le secteur public. Le ratio d'endettement par rapport aux exportations était disproportionné. De plus en plus de pays accusaient du retard dans leurs paiements, non seulement aux banques, aux gouvernements et aux organismes de crédit à l'exportation, mais également aux IFI, dont les prêts ne pouvaient être rééchelonnés. Le climat économique favorisait une accélération de la fuite des capitaux plutôt que l'investissement. À preuve de l'incertitude qui régnait alors, lorsque le secrétaire Brady a décrit les grandes lignes de la nouvelle politique américaine dans une allocution devant le Comité de Bretton Woods en mars 1989, le prix moyen, sur les marchés secondaires, de la dette commerciale des pays fortement endettés (le «groupe des 15») ne représentait plus que 29 cents par dollar.

La nécessité d'une réduction substantielle des vieilles dettes ayant finalement été acceptée, la pièce centrale du «plan Brady» devait consister à consacrer jusqu'à 35 milliards de dollars américains sur trois ans (par l'intermédiaire de «comptes d'affectation» des IFI et de prêts du Japon pouvant s'élever à 10 milliards) au financement des mesures de réduction de la dette négociées sur une base volontaire par certains pays débiteurs choisis et leurs banques créditrices. Dans les faits, cet argent devait rendre les remises de dettes plus attrayantes puisque la dette restante allait être garantie et que les pays intéressés pourraient racheter des créances à grand rabais. Le plan Brady a été controversé dès sa création mais, après avoir été adopté à contre-cœur par les IFI et par le Groupe des Sept, il est devenu «la marotte de tous», selon le mot de Roy Culpeper. Certains analystes y ont vu une manoeuvre politique visant à acheter, avec l'argent des autres, la stabilité d'États ayant une importance stratégique pour les États-Unis. En fait, les dettes d'un petit nombre de pays seulement — Mexique, Chili, Costa Rica, Venezuela, Maroc et Philippines — ont jusqu'à maintenant été examinées dans le cadre du Plan Brady. Les intérêts annuels sur la dette du Tiers monde s'élèvent à environ 100 milliards de dollars, or la Banque mondiale estime que ce plan a permis d'alléger le service de la dette d'environ 6 milliards de dollars tout au plus. Pour bon nombre de pays fortement endettés, il n'y a guère d'espoir du côté d'un plan qui n'a d'ailleurs pas réussi à attirer les nouveaux capitaux dont le besoin est pourtant criant.